



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

**GUIDE DE FINANCEMENT À L'
INTENTION DES MINISTRES
AFRICAINS CHARGÉS DE L'EAU,
DE L'ASSAINISSEMENT ET DE
L'HYGIÈNE**



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

REMERCIEMENTS

L'élaboration de ce guide du financement a été coordonnée par l'équipe du Secrétariat de l'AMCOW : Dr Azzika Tanko Yussif, Dr Paul Orengoh et Thomas Ephraim Banda.

Nous tenons à exprimer notre gratitude aux personnes suivantes pour avoir développé, fourni une contribution technique et examiné cette note: Dr. Catarina Fonseca, Dr. Robert Martin, le Comité Consultatif Technique de l'AMCOW, Alusine Sesay (Sierra Leone), Oswald Chanda (Banque Africaine de Développement), Tom Slaymaker et Ayca Donmez (UNICEF/JMP), Fiona Gore et Sofia Murad (OMS/GLAAS), Joel Kolker (Banque Mondiale), Juste Nansi (IRC, Burkina Faso), Laurent David Tiemtore (ONEA, Burkina Faso), Lemessa Mekonta (IRC, Éthiopie), Jane Nabunnya (IRC Ouganda) et Nick Dickinson.

Nous exprimons sincèrement notre gratitude à l'USAID par le biais du programme Eau pour l'Afrique à travers le Leadership et le Soutien Institutionnel (WALIS) pour le soutien technique et financier apporté à l'élaboration de ce document.

À PROPOS DES AUTEURS

Le Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW) est une organisation intergouvernementale panafricaine, créée en 2002 à Abuja, au Nigéria, pour promouvoir la coopération, la sécurité, le développement social et économique et l'éradication de la pauvreté parmi ses États membres, en assurant l'utilisation efficace et la gestion durable des ressources en eau du continent, ainsi que la fourniture de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. L'AMCOW sert de mécanisme de mise en œuvre sur l'eau et l'assainissement pour le Comité technique spécialisé sur l'agriculture, le développement rural, l'économie bleue et l'environnement durable de l'Union africaine. L'AMCOW facilite la mobilisation politique des parties prenantes et des Ministres africains en charge de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour que les 55 États membres africains planifient, défendent et influencent la priorisation politique de la fourniture de services WASH sur l'ensemble du continent africain.

Ce guide de financement a été financé par l'USAID par le biais du programme Eau pour l'Afrique à travers le Leadership et le Soutien Institutionnel (WALIS). Le programme WALIS est soutenu par le Bureau du développement durable de l'USAID pour l'Afrique qui cherche à apporter des améliorations à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en développant et en surveillant des données sectorielles solides, en s'engageant dans la diffusion d'informations essentielles, en renforçant les systèmes nationaux qui éclairent les politiques sectorielles et en augmentant la capacité à améliorer la collecte et l'utilisation des connaissances sectorielles.

Les opinions exprimées par les auteurs dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'USAID (Agence pour le développement international) ou du Gouvernement des États-Unis.

Crédits photos :

Page 3 : Président d'AMCOW et Ministre de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire, République de la Namibie

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'AMCOW

La Stratégie AMCOW pour 2018-2030 met l'accent sur quatre piliers stratégiques et quatre priorités transversales, y compris la mobilisation d'un financement adéquat et durable pour l'eau et l'assainissement sur l'ensemble du continent africain. L'une des principales mesures prises dans le cadre de cette priorité consiste à mener des activités de plaidoyer pour combler le déficit de financement des investissements dans les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Le cadre de l'accélération mondiale des ODD des Nations Unies reconnaît que le financement est un pilier essentiel pour atteindre les ODD. Pourtant, il existe encore un énorme déficit de financement des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène.



La Vision Africaine de l'Eau (2015-2025) nécessite un investissement de 64 milliards de dollars par an, mais l'investissement actuel dans le secteur de l'eau en Afrique s'élève à 10,5 milliards de dollars par an, ce qui indique un déficit de financement de plus de 80%. Les dirigeants africains doivent s'engager fermement à œuvrer à la réalisation de l'objectif de développement durable à l'horizon 2030, à savoir l'accès universel à l'eau et à l'assainissement. S'il est clair que la situation de chaque État membre est unique, le problème du déficit de financement est commun à tous les pays. Ce qui est également commun à tous les pays, c'est la nécessité d'accélérer considérablement le rythme des progrès en matière d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

En Afrique, les investissements dans le secteur de l'eau et l'assainissement améliorent non seulement les moyens de subsistance et le bien-être, mais devraient également générer un rendement économique d'environ 28,4 milliards de dollars par an, soit près de 5% du produit intérieur brut (PIB) du continent. Un dollar investi rapporte 5,50 USD pour l'assainissement et 2,00 USD pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable. En outre, les pays pauvres disposant de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement améliorés ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 3,7% du PIB, tandis que d'autres pays n'ayant pas un meilleur accès ont enregistré une croissance annuelle moyenne par habitant de 0,1% (SIWI, 2004). La valeur économique des investissements dans le secteur de l'assainissement et de l'hygiène est élevée, mais le coût de

l'inaction pour améliorer l'accès pour tous est beaucoup plus élevé.

Les décideurs du secteur WASH doivent prendre l'initiative de plaider en faveur d'une utilisation plus efficace des fonds existants, d'une part, et d'augmenter le montant des fonds alloués au secteur, d'autre part. Ils doivent être en mesure d'être les principaux défenseurs du secteur et de discuter de ces questions financières cruciales avec les Ministres des finances, les institutions financières et d'autres intervenants clés. Outre le financement, cela signifie également mettre la priorité sur le secteur WASH, de renforcer les politiques sectorielles et les cadres législatifs, et de rehausser le profil du secteur.

Il est donc capital de comprendre les concepts financiers pertinents et les questions fréquemment soulevées par les collègues des ministères des finances, du secteur privé et des partenaires de développement. Ce guide donne un aperçu des concepts les plus importants et explique comment engager ces discussions. Ce guide complète la note récemment publiée par l'AMCOW intitulée « [Note d'information financière des Ministres Africains Chargés de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène](#) » qui contient assez de preuves pour soutenir la mobilisation des investissements pour le secteur WASH.

Hon. Carl Hermann Gustav Schlettwein,
Président de l'AMCOW et Ministre de l'agriculture, de l'eau et de la réforme agraire
République de la Namibie

À PROPOS DE CE GUIDE

Ce guide fournit une vue d'ensemble aux Ministres Africains Chargés de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène et à leurs équipes des concepts financiers essentiels nécessaires pour s'engager de manière optimale avec les ministères des finances, les parlementaires, les institutions financières et d'autres décideurs de haut niveau. Il n'est pas exhaustif, mais fournit de nombreux liens vers des ressources et des références supplémentaires.

Le principal objectif de ce guide est d'appuyer les stratégies et les approches pour que les Ministres Africains Chargés de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène puissent lever des fonds supplémentaires pour le secteur, utiliser efficacement les ressources financières limitées disponibles et améliorer la viabilité financière globale du financement de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Il contient des preuves et des données disponibles provenant de divers pays africains qui peuvent être utilisées pour influencer la mobilisation de ressources financières nationales si nécessaires.

POINTS CLÉS :



Comprendre les questions financières qui sont pertinentes pour les Ministres des finances et autres décideurs de haut niveau est une première étape pour être en mesure de plaider en faveur de l'accroissement des ressources financières.



En 2016, il a été estimé que pour atteindre l'ODD 6, les pays de l'Afrique subsaharienne devraient contribuer en moyenne 5% de leur PIB. **Le financement actuel est inférieur à 10% de ce qui est nécessaire.**



Alors que le financement et les besoins de financement doivent augmenter, et que le manque d'argent seul n'est pas la cause profonde des problèmes du secteur de l'eau et de l'assainissement, **les décisions politiques et les politiques prises par les Ministres Africains Chargés de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène peuvent avoir un impact positif considérable sur le secteur de l'eau et de l'assainissement, comme le montrent les idées fournies dans ce guide.**



Aucun pays d'Afrique n'est actuellement sur la bonne voie pour parvenir à l'accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène d'ici 2030. **La plupart des pays progressent trop lentement et, dans certains pays, le taux de couverture est en baisse.**



Au rythme actuel, **l'Afrique subsaharienne a besoin de la plus grande accélération**, sans laquelle elle n'atteindra que 37% de couverture en eau potable gérée de manière sûre, laissant derrière elle 63% des 2,2 milliards de personnes en Afrique d'ici 2030 (UNICEF/OMS, 2021).

« Même avec les réformes, compte tenu des importants déficits de financement, en particulier dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, il faudra accroître les financements destinés au secteur public et au secteur privé pour que les pays africains continuent d'améliorer leurs performances économiques et sociales. »

– ICA, 2018

FINANCEMENT DU SECTEUR WASH : PROGRÈS ACCOMPLIS ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES



PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ACCÈS À L'EAU POTABLE, AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE

De 2015 à 2020, les pays africains ont globalement augmenté l'accès aux services de base d'approvisionnement en eau potable et aux services de base d'assainissement de 60 à 69 pour cent et de 40 à 42 pour cent respectivement. Le pourcentage de défécation à l'air libre a chuté de 19% à 16%.

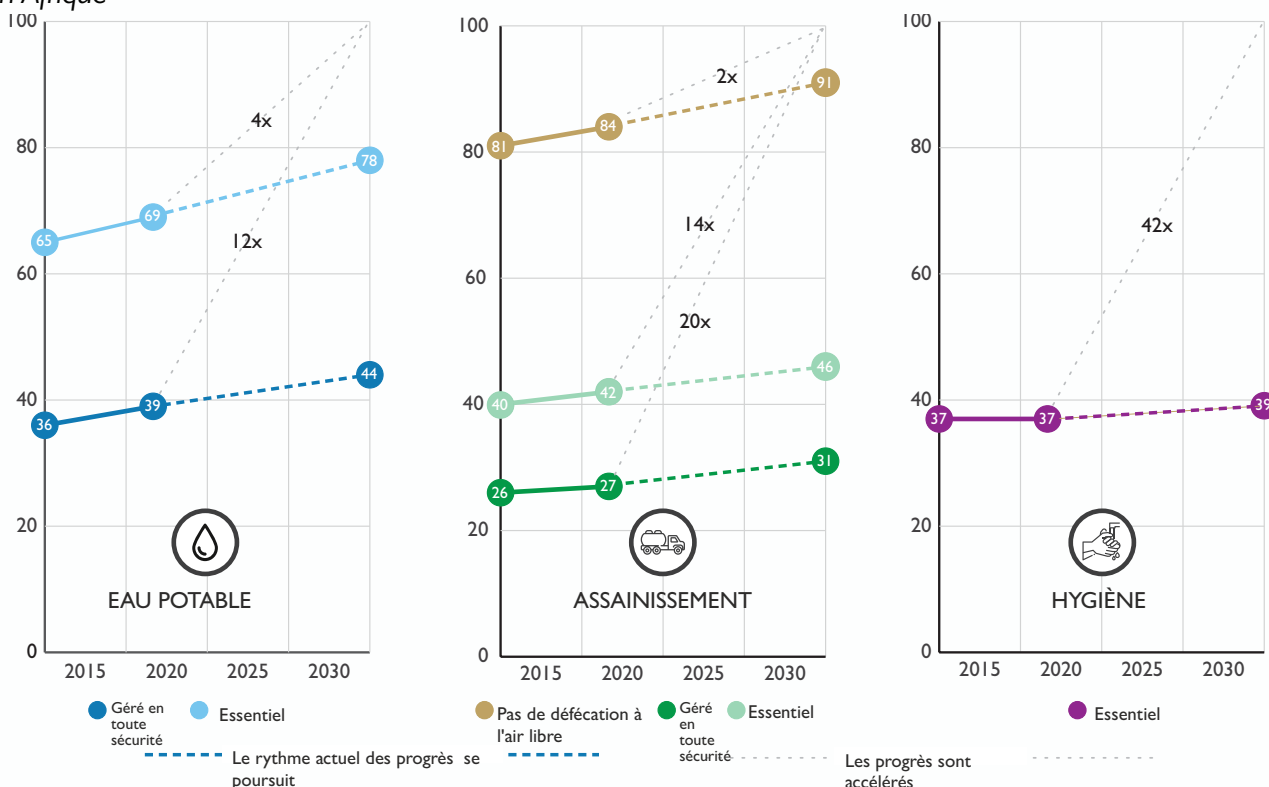
La réalisation de l'accès universel, même à un niveau de service de base, d'ici 2030 nécessitera une accélération considérable des taux de progrès actuels. Pour la couverture des services de base d'approvisionnement en eau potable, les progrès devront être multipliés par quatre et pour les services d'assainissement de base, ils devront être 14 fois plus rapides.

Les pays africains doivent aller encore plus loin pour répondre aux ambitions des ODD mondiaux en matière d'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et aux services d'hygiène de base d'ici 2030.

Entre 2015 et 2020, l'accès à l'eau potable gérée en toute sécurité a augmenté de façon constante de 36 à 39 pour cent, mais l'accès à l'assainissement géré en toute sécurité n'a augmenté que légèrement de 26 à 27 pour cent, et l'accès aux services d'hygiène de base est resté inchangé, soit seulement 37 pour cent. Aucun pays n'est sur la bonne voie pour atteindre les ODD et dans plusieurs pays, la couverture a en fait diminué au cours des 20 dernières années (OMS/ UNICEF 2021).

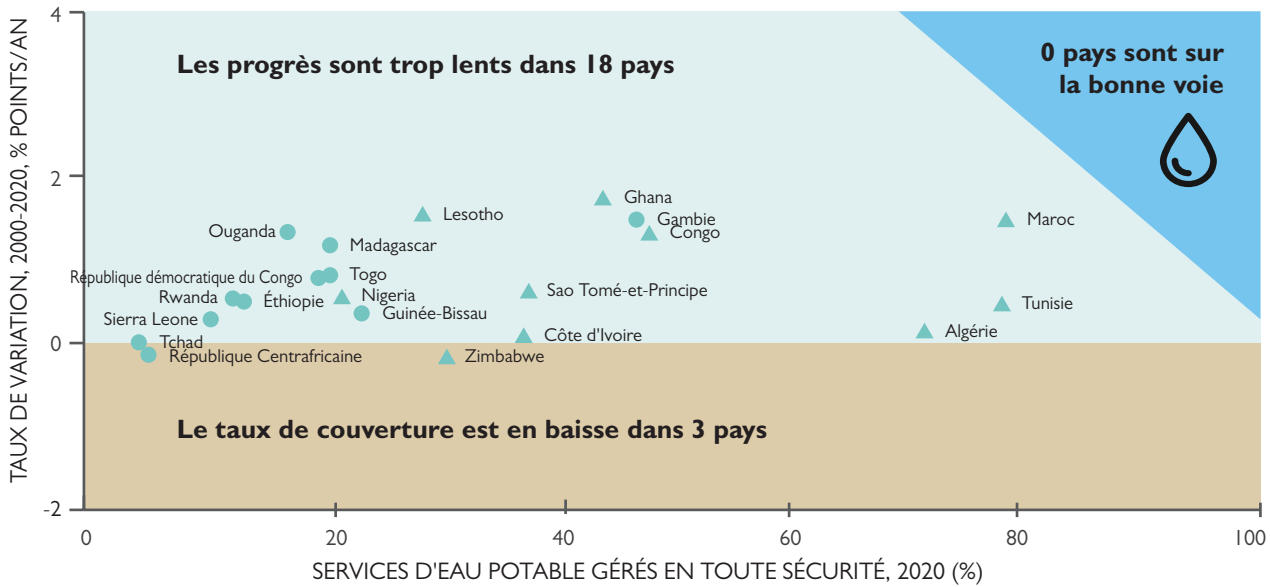
Pour que l'Afrique atteigne les objectifs mondiaux des ODD d'ici 2030, les taux de progrès devront augmenter d'au moins 12 fois pour l'eau potable, de 20 fois pour l'assainissement et de 42 fois pour l'hygiène.

Couverture des services WASH 2015-2020 (%) et accélération nécessaire pour atteindre une couverture universelle d'ici 2030 en Afrique

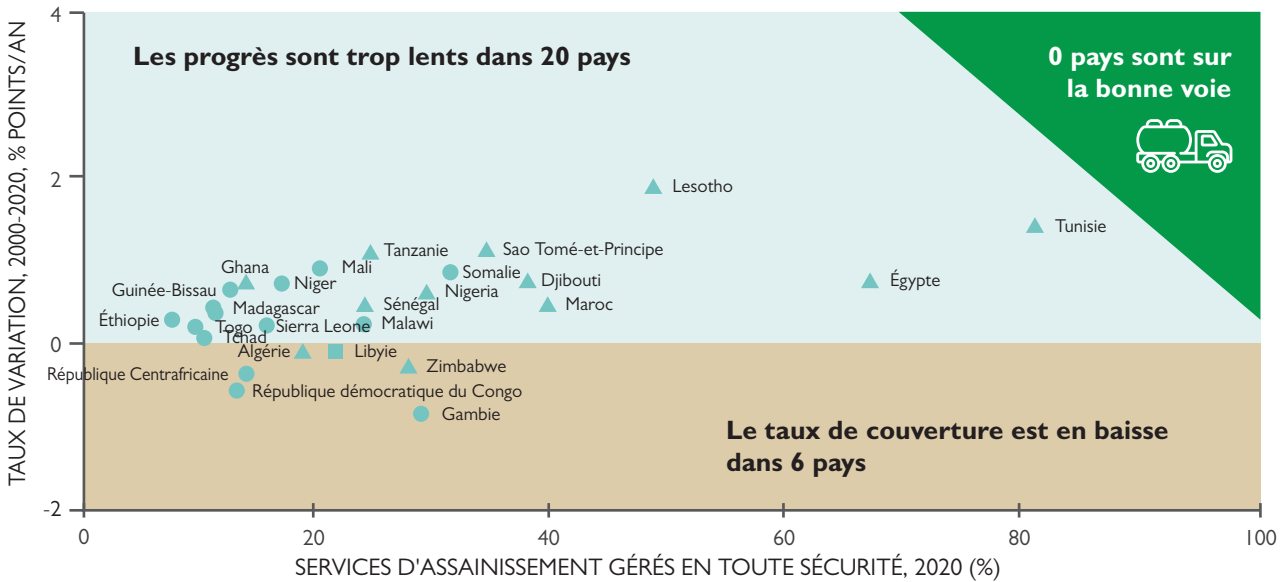


Source : OMS/UNICEF JMP 2021, d'après la Commission économique pour l'Afrique (54 pays)

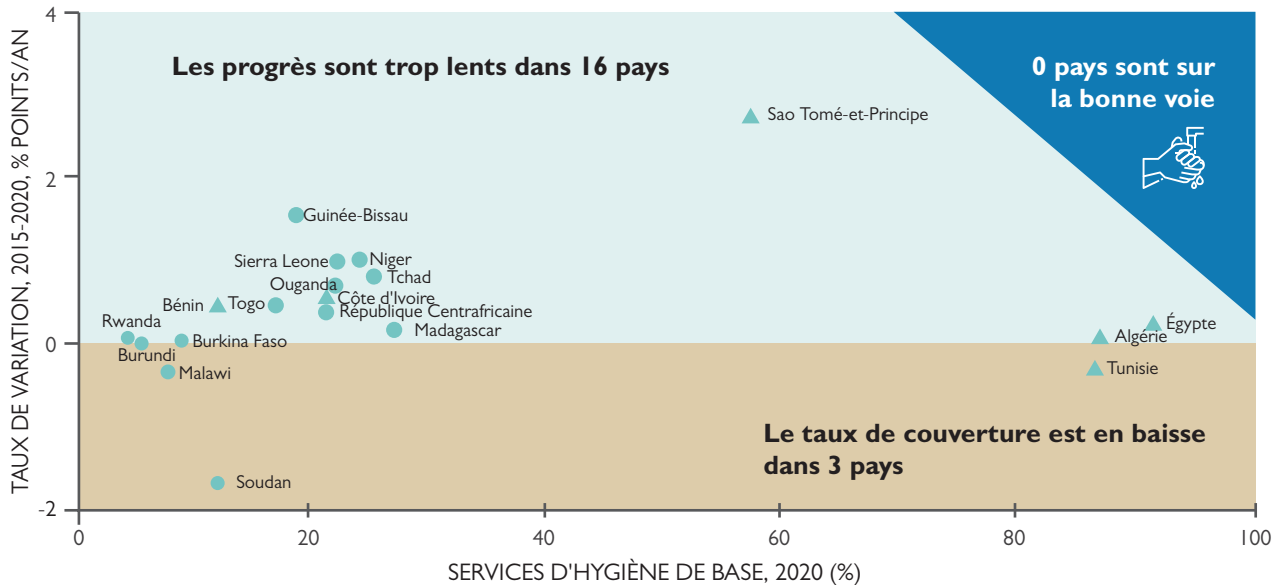
Progrès accomplis dans le cadre de l'accès universel à une eau potable gérée en toute sécurité 2000-2020



Progrès accomplis dans le cadre de l'accès universel à un service d'assainissement géré en toute sécurité 2000-2020



Progrès accomplis dans le cadre de l'accès universel à un service d'hygiène de base 2015-2020



Source : OMS/ UNICEF 2021, d'après la Commission économique pour l'Afrique (54 pays)

■ Faible revenu ▲ Revenu moyen inférieur ● Revenu moyen-élevé ◆ Revenus élevés

LE DÉFICIT DE FINANCEMENT DU SECTEUR WASH EN AFRIQUE

Dans l'ensemble, le financement actuel du secteur WASH en Afrique est inférieur à 20% du montant nécessaire pour atteindre les ODD, l'assainissement présentant l'écart le plus important. Les estimations récentes concernant l'investissement annuel nécessaire pour atteindre l'objectif fixé en matière d'assainissement [sont ventilées comme suit](#) :



36
milliards
de dollars

pour l'assainissement de base, dont l'Afrique subsaharienne représente environ 50% du total des besoins d'investissement.

69
milliards
de dollars

pour l'assainissement géré en toute sécurité, dont l'Afrique subsaharienne représente 39% des besoins d'investissement totaux.

Ces investissements pourraient représenter respectivement 1% et 2,4% du produit régional brut pour l'assainissement de base et l'assainissement géré en toute sécurité, mais auront également un impact positif sur le PIB si l'objectif de l'accès universel est atteint (voir plus de détails dans AMCOW, 2021a).

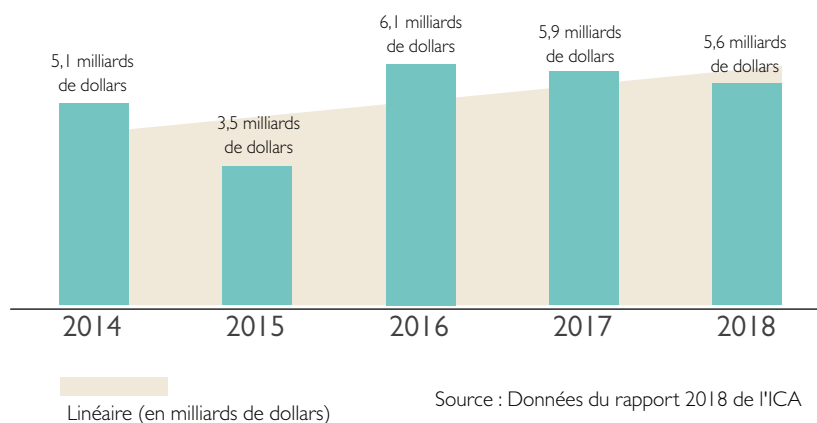
SOURCES DE FINANCEMENT EXISTANTES

Les dépenses publiques pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène varient considérablement. En pourcentage du PIB, il variait de 0,002% à 1,82% dans les données GLAAS 2019, avec une moyenne de 0,4%.

Selon le rapport du [Consortium pour les infrastructures en Afrique](#) (connu sous l'acronyme anglais ICA), les gouvernements africains étaient la principale source de financement des infrastructures. [Entre 2014 et 2018](#), les allocations budgétaires des

gouvernements des pays membre au secteur de l'eau ont fluctué. En 2018, les budgets s'élevaient à 5,6 milliards de dollars, contre 5,9 milliards de dollars en 2017. Au niveau des pays, l'Afrique du Sud a alloué le montant le plus important au secteur de l'eau et de l'assainissement, soit 1,3 milliard de dollars, suivie de l'Angola avec 1 milliard de dollars.

Investissements des gouvernements africains dans les infrastructures d'eau et d'assainissement 2014-2018



Les investissements réalisés avec les **capitaux privés** dans le secteur l'eau en 2018 s'élevaient à 256 millions de dollars (2% du total des capitaux privés en Afrique).

Malgré de multiples engagements mondiaux depuis 2009 qui visaient à accroître la priorité accordée à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, **l'Aide publique au développement (APD)** consacrée au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène a stagné au cours des dix dernières années, atteignant en moyenne 1,8 milliard de dollars par an pour le continent africain (statistiques de l'OCDE). La plupart de l'APD est accordée sous forme de prêts aux taux préférentiels aux pays à faible revenu. La base des créanciers pour la dette de l'Afrique continue de s'éloigner des sources multilatérales et bilatérales traditionnelles du Club de Paris au profit des créanciers commerciaux et des prêteurs officiels non membres du Club de Paris (BAD, 2021).

Il n'existe pas de données complètes sur les **dépenses des ménages**. Cependant, les [données de 35 pays](#) montrent que ces contributions peuvent représenter 66% de l'ensemble des dépenses du secteur WASH grâce aux tarifs et aux investissements des ménages dans les infrastructures (UN-GLASS, 2019).

Compte tenu des difficultés économiques actuelles et de la diminution des flux d'APD, le financement durable du secteur peut, au mieux, être considéré comme fragile.

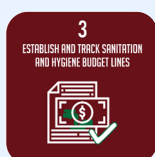
PROGRÈS ACCOMPLIS PAR RAPPORT AUX ENGAGEMENTS DE LA DÉCLARATION DE NGOR

La Déclaration de Ngor stipule que les Ministres africains s'engagent à « établir et suivre des lignes budgétaires pour l'assainissement et l'hygiène qui augmentent constamment chaque année pour atteindre un minimum de 0,5% du PIB d'ici 2020. » En 2020, 38 pays ont rendu compte de leurs progrès par rapport aux engagements de Ngor.

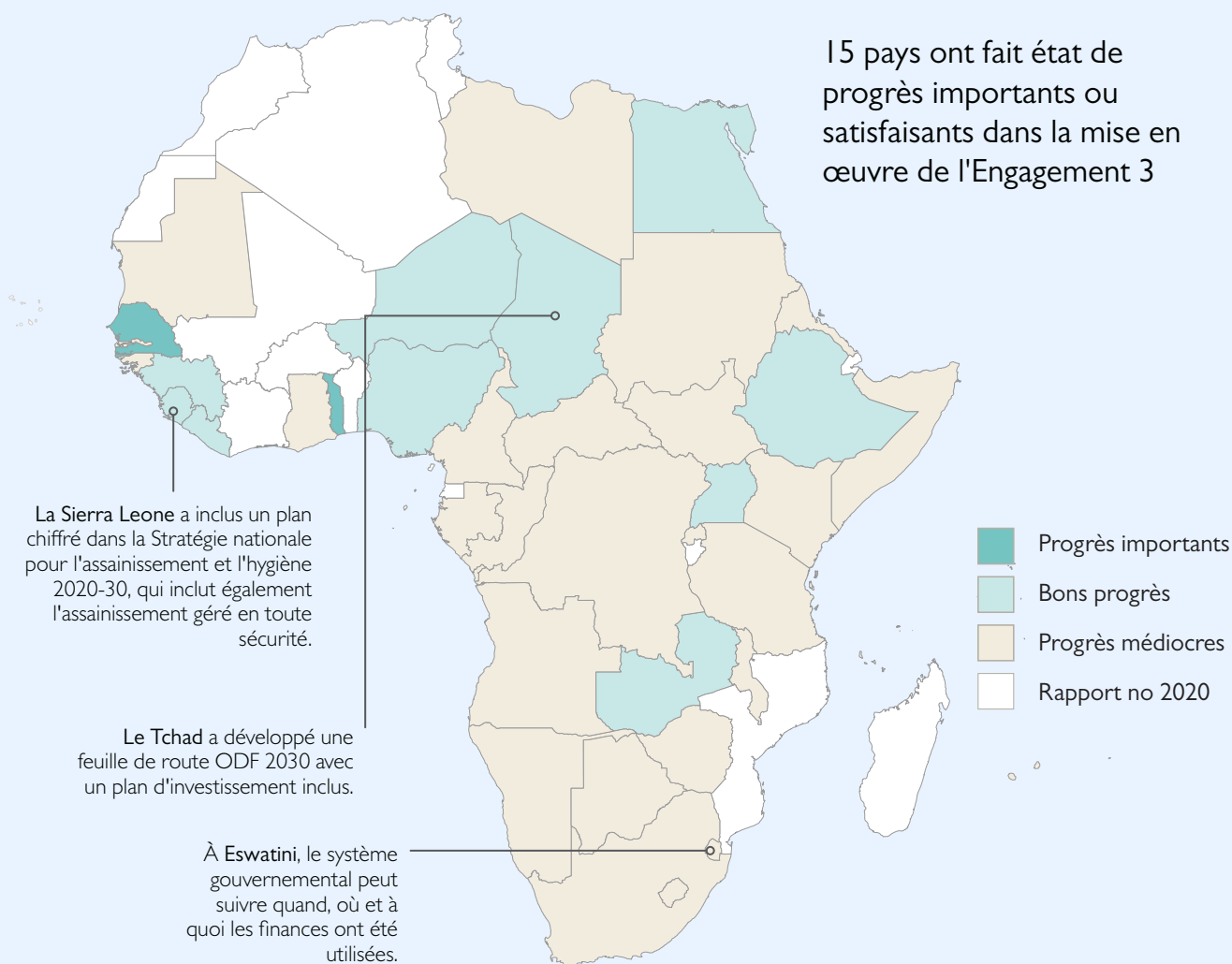
En moyenne, il n'y a eu que peu de changements dans les pays qui ont fait des progrès importants ou satisfaisants par rapport à l'Engagement 3 depuis le niveau de référence, mais le nombre de pays qui ont fait des progrès médiocres a diminué.

Depuis 2018, sept pays ont élaboré des plans d'investissement pour l'assainissement de base universel, et six pays ont élaboré des plans d'investissement pour l'accès à l'assainissement géré en toute sécurité. **Cependant, environ un pays sur trois de la région n'a pas de plan d'investissement pour l'assainissement et l'hygiène de base.** La capacité de suivre les budgets est une condition préalable au suivi des progrès accomplis par rapport aux objectifs nationaux.

Selon le système de suivi et de rapport du secteur de l'eau et de l'assainissement (WASSMO) de l'AMCOW, en 2016, cinq pays ont alloué et décaissé plus de 0,5% du PIB à l'assainissement et à l'hygiène. Trois d'entre eux se trouvaient en Afrique du Nord.



ÉTABLIR ET SUIVRE DES LIGNES BUDGÉTAIRES POUR L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE QUI AUGMENTENT RÉGULIÈREMENT CHAQUE ANNÉE POUR ATTEINDRE UN MINIMUM DE 0,5% DU PIB



Source : AMCOW. Rapport d'étape consolidé sur les Engagements de la Déclaration de Ngor 2020 (sous presse)

CONCEPTS CLÉS DANS LE FINANCEMENT DU SECTEUR WASH



En examinant les financements alloués au secteur WASH, il est utile de souligner quelques concepts clés, dont certains n'ont pas été traditionnellement utilisés dans le secteur WASH.

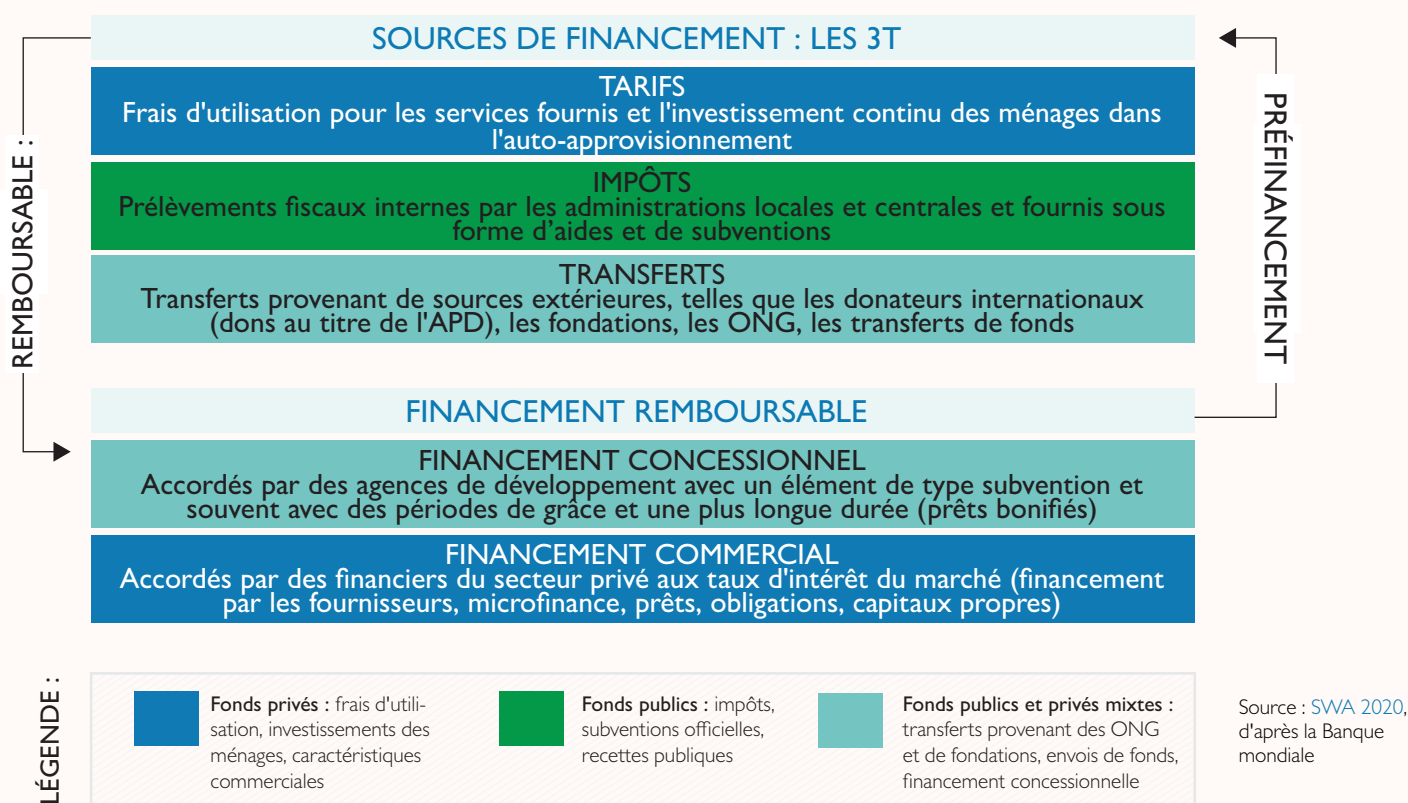
LA DIFFÉRENCE ENTRE « FINANCEMENT » ET « CRÉDITS ». Pour la plupart des gens, ces mots ont le même sens, mais pour les experts en finance, ils signifient des choses très différentes. Leur mauvaise utilisation conduit à des malentendus.

- » **Le financement** est une somme d'argent fournie par une organisation ou un gouvernement et provient de trois sources principales, communément appelées les « 3T » (OCDE, 2009), les redevances payées par les consommateurs (y compris les cotisations des consommateurs et les investissements des ménages) ; les impôts des contribuables nationaux et les transferts des gouvernements nationaux ou des donateurs internationaux.
- » **Le crédit** ou le financement remboursable désigne l'argent emprunté, y compris les prêts et les obligations qui doivent être remboursés avec les intérêts, ainsi que les actions qui doivent être versées une fois qu'un investisseur se retire.

LA DIFFÉRENCE ENTRE LE FINANCEMENT CONCESSIONNEL ET LE FINANCEMENT COMMERCIAL

- » **Les financements concessionnels** sont des prêts accordés par des agences de développement ou des banques publiques de développement avec un élément de type subvention qui n'a pas besoin d'être remboursé. Ils ont un délai plus long pour rembourser le prêt, des taux d'intérêt inférieurs au marché, et incluent généralement un délai de grâce de plusieurs années avant que le prêt ne commence à être remboursé.
- » **Le financement commercial** (c'est-à-dire le financement par les fournisseurs, les micro-finances, les prêts, les obligations, les actions) est fourni par des financiers du secteur privé, y compris les banques, aux taux d'intérêt du marché. Ils ont de courtes périodes de remboursement, aucun élément de subvention, et aucun délai de grâce.

Sources de financement et de crédits : publiques et privées



LA MARGE DE MANŒUVRE BUDGÉTAIRE N'EST PAS SEULEMENT UNE QUESTION DE LIMITE DE LA DETTE

» **La marge de manœuvre budgétaire** a été définie comme « une marge de manœuvre dans le budget d'un gouvernement qui lui permet de fournir des ressources aux fins souhaitées sans compromettre la viabilité de sa situation financière ou la stabilité de l'économie » (Heller, 2005). Les gouvernements, et en particulier les Ministres des finances, doivent veiller à ce que toute augmentation des dépenses se traduise par des gains de productivité pour l'économie. Le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est un secteur qui demande de grandes infrastructures et par conséquent nécessite des dépenses élevées à court terme, mais qui présente d'énormes avantages à long terme. Lors de la discussion sur les augmentations budgétaires, il est important de montrer comment les revenus futurs et l'efficacité des dépenses compenseront les dépenses à court terme (voir plus de détails dans [AMCOW, 2021](#)).

LES INSTITUTIONS ET SERVICES PUBLICS SOLVABLES PEUVENT ACCÉDER À DES FINANCEMENTS CONCESSIONNELS ET COMMERCIAUX SANS PESER SUR LES BUDGETS NATIONAUX

- » **Être solvable** signifie avoir les revenus nécessaires pour couvrir les coûts d'exploitation et le remboursement de la dette (un ratio d'au moins 1,5 est requis pour la plupart des financements) ; un mandat juridique clair et une portée pour la prestation de services ; un solide bilan financier avec un flux de trésorerie net positif sur plusieurs années ; un leadership orienté vers l'entreprise ; une efficacité opérationnelle ; une bonne performance ; une bonne gestion des actifs et une bonne planification des activités ; un historique d'emprunt et de remboursement des dettes ; et une base d'actifs comme garantie.
- » **La notation des dettes souveraines** est également importante. Plus elle est élevée, plus il est facile d'accéder à des financements concessionnels et de marché qui peuvent être dirigés vers le secteur WASH. Toutefois, de nombreux pays ont vu leur notation de crédit baisser ces dernières années.



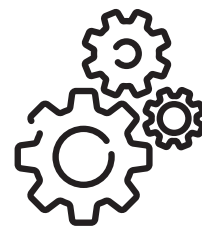
LA GESTION DES ACTIFS EST ESSENTIELLE POUR LA CONFIANCE DANS LE SECTEUR WASH.

- » **On entend par actifs** les capitaux fixes tels que les pompes, les tuyaux, les usines de traitement de l'eau et l'équipement.
- » **La gestion des actifs** dans le secteur WASH fait référence aux processus et aux décisions qui garantissent que les services sont maintenus aux niveaux convenus et que la valeur des actifs est maintenue. Cela consiste à assurer une durée de vie maximale et une performance optimale au coût le plus bas possible des composants physiques des systèmes d'eau.

Le défaut d'entretien des actifs peut entraîner une baisse de la qualité des services et une augmentation des coûts d'investissement globaux pour le remplacement d'au moins **60%** (ICA, 2018), ce qui sape la confiance dans le secteur et ses institutions.



MÉCANISMES ET APPROCHES DE FINANCEMENT POTENTIELS



Le manuel SWA à l'intention des [Ministres des Finances](#) « [Comment faire fonctionner les investissements publics](#) » décrit quatre domaines d'intervention critiques ayant le potentiel de mobiliser plus de ressources et fournit de nombreuses études de cas avec des exemples sur la façon dont ces approches ont fonctionné dans différents pays.

Maximiser la valeur des financements publics existants en encourageant la performance du secteur, en améliorant le ciblage des subventions et en promouvant une meilleure planification et une meilleure gestion du secteur.

Points positifs

- Il existe de nombreux exemples à travers le continent sur les processus de performance sectorielle – pas tous pilotés par les régulateurs
- Les stratégies financières pour le secteur et les plans de financement chiffrés ne sont pas difficiles à élaborer (voir la section suivante)
- Identifier les raisons de la faible capacité d'absorption du financement dans le secteur est simple (voir la section suivante)
- La société civile peut soutenir la mise en place de mécanismes de transparence

Points négatifs

- Nécessite un engagement politique de haut niveau au sein du secteur et un leadership dans la mise en œuvre des processus de performance du secteur
- Permet de déterminer le type de subventions nécessite une expertise technique spécialisée
- Le ciblage des subventions nécessite une coordination avec d'autres ministères concernés (agriculture, industrie)
- Les problèmes liés aux faiblesses des systèmes de gestion des finances publiques pourraient aller au-delà du secteur de l'eau.

Grand potentiel de mobilisation des ressources

Faible potentiel de mobilisation des ressources

Moins de réformes nécessaires

Maximiser la valeur du financement public existant

Mobilisation de fonds supplémentaires

Mobiliser davantage de fonds en mettant en place des politiques adéquates de recouvrement des coûts, en réformant les tarifs, en introduisant des taxes réservées et en établissant un éventail d'options pour les subventions croisées.

Points positifs

- Fournit le plus haut niveau de financement à partir de tous les mécanismes de financement possibles disponibles
- Augmente la solvabilité des prestataires de services et débloque des financements concessionnels pour le secteur. Présente un effet boule de neige dans la mobilisation de financements supplémentaires dans l'ensemble
- Les niveaux de financement, les tarifs, les processus budgétaires et la fiscalité sont simplifiés

Points négatifs

- Nécessite un engagement politique de haut niveau et le leadership au-delà du secteur pour introduire des réformes fiscales ou tarifaires
- L'augmentation des taxes et des tarifs nécessite d'abord des améliorations dans la prestation des services (investissement initial nécessaire) et des considérations sur les niveaux acceptables
- Les subventions croisées nécessitent un faible niveau de fragmentation (et une coordination plus élevée) entre les institutions du secteur WASH, les prestataires de services et d'autres secteurs
- Mobiliser davantage de financement sans améliorer la performance et la transparence du secteur ne conduira pas aux résultats escomptés

Les deux premiers domaines, la maximisation de la valeur des fonds publics existants et la mobilisation d'un financement plus important, ont généralement un plus grand potentiel d'augmentation des ressources que les deux autres, le financement national remboursable et l'innovation financière. Ces deux derniers sont également fortement tributaires de la capacité du secteur à démontrer qu'il utilise à bon escient les fonds existants.

Augmenter le financement intérieur remboursable

Innovation et approches les moins explorées

Plus de réformes / degré plus élevé de préparation requis

Augmenter les financements internes remboursables en créant des mécanismes qui réduisent les risques perçus dans le secteur et en mettant en commun le financement aux niveaux national, municipal et des ménages.

Points positifs

- Cible le financement concessionnel aux services publics et aux municipalités qui peuvent rembourser la dette ; met les fonds publics à la disposition des zones et des populations qui en ont le plus besoin
- Les financements internes remboursables permettent aux pays de sortir de la dépendance à l'égard de l'aide et soutiennent le développement des marchés de capitaux locaux
- Lorsque des banques publiques de développement existent et ont un mandat en matière d'eau, elles constituent une source potentielle de financement supplémentaire qui a été exclue des discussions sur le financement sectoriel dans de nombreux pays

Points négatifs

- Nécessite que les fournisseurs de services du secteur soient considérés comme solvables
- Les limites de la marge de manœuvre budgétaire peuvent limiter la dette des gouvernements nationaux et/ou locaux
- Les fonds communs nécessitent un faible niveau de fragmentation (et une coordination plus élevée) entre les institutions du secteur WASH et les prestataires de services
- Compte tenu des limitations dans le secteur (voir les deux approches précédentes), le développement d'un projet bancable pourrait prendre de 3 à 5 ans
- Accéder à un financement meilleur marché nécessite des notations de crédit souveraines positives et stables

Encourager l'innovation et les nouvelles approches les moins explorées. Il s'agit notamment des fonds pour le climat, des obligations à impact social et des obligations vertes, par exemple, mais elles n'ont pas été beaucoup utilisées dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et il n'existe pas encore d'exemples pertinents en Afrique. (Voir la section suivante sur l'élaboration d'une justification climatique et AMCOW 2021b)

ARGUMENTS EN FAVEUR DE L'AUGMENTATION DES FINANCEMENTS ALLOUÉS AU SECTEUR WASH



Les Ministres chargés de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement peuvent tirer parti de l'expérience acquise à travers le continent dans la négociation du financement sectoriel avec les Ministres des finances et d'autres décideurs pertinents tels que les Parlementaires, les Chefs d'État et les institutions financières. Certaines questions et recommandations clés sont résumées ici.

Pourquoi le secteur WASH ne profite pas des financements disponibles ?

Comprendre et recueillir des preuves sur les obstacles existants à la collecte de fonds supplémentaires.



Avant de demander les fonds publics supplémentaires, il est important de comprendre les facteurs qui empêchent le secteur de bénéficier d'une plus grande allocation. Parmi les problèmes souvent mentionnés par les fonctionnaires des finances, notons :

- La faible capacité d'absorption, ou taux de dépense des fonds existants dans le secteur
- L'absence de plans à long et moyen terme pour atteindre les objectifs sectoriels fixés par le gouvernement
- La mauvaise compréhension des processus budgétaires et de la façon de les influencer
- Manque de revenus générés par le secteur
- La perception que les prestataires de services sont techniquement et financièrement inefficaces
- L'environnement de gouvernance, politique, institutionnel et réglementaire manque de transparence, de structure et d'intégrité
- Peu d'éléments montrant les progrès réalisés, de la valeur économique et du potentiel du secteur WASH pour la création d'emplois et le développement économique.

En bref, le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est souvent considéré comme « nécessaire » et comme une dépense gravant les ressources publiques. Il est donc important d'abord de reconnaître les domaines qui posent problèmes et de disposer d'un plan d'action pour y remédier avant de demander des fonds supplémentaires.

Pour plus de ressources sur l'identification des goulets d'étranglement, voir [Mobiliser des fonds pour le secteur WASH : établir des fondations solides](#) disponibles en trois langues.



Pourquoi le secteur WASH ne dépense-t-il pas son budget annuel ?

Explorez les raisons de la faible capacité d'absorption.



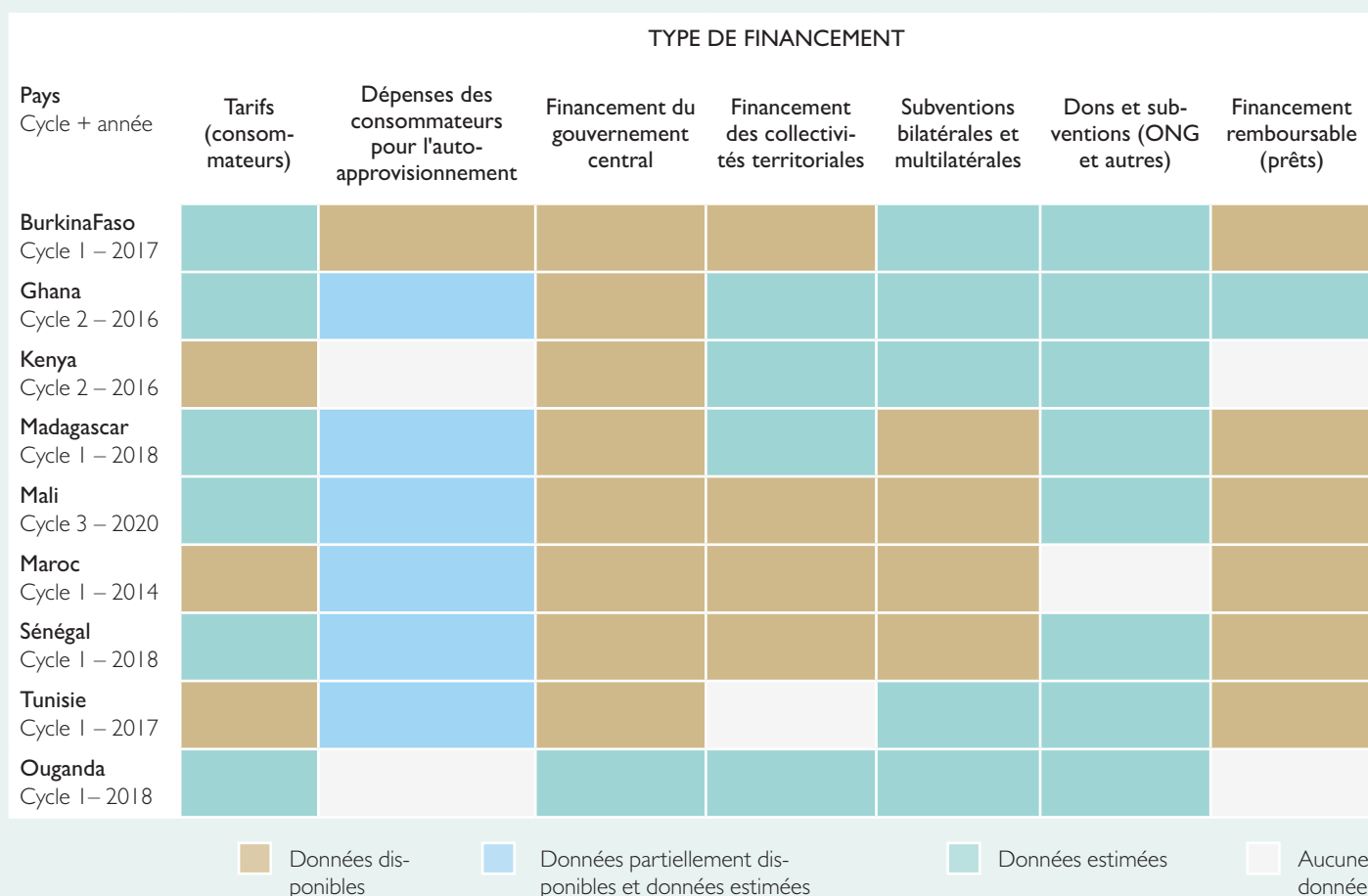
Si le secteur ne dépense que 70 ou 80% du budget annuel alloué, il est difficile de convaincre les décideurs financiers d'investir davantage. La première étape consiste à comprendre les causes profondes de la faible capacité d'absorption.

Les systèmes de gestion des finances publiques existants sont une raison courante, les décaissements des gouvernements centraux atteignant parfois les fournisseurs de services et les municipalités huit mois après le début de l'exercice. L'accélération des flux de fonds nécessite une collaboration avec le Ministère des finances.

Une autre raison commune est que les budgets ne sont souvent alloués qu'aux salaires des équipes techniques décentralisées ou des prestataires de services. Cela signifie qu'il y a des équipes entières au niveau du district sans aucun financement pour effectuer l'entretien de base essentiel ou améliorer la qualité ou la quantité d'eau fournie. Le personnel est existant et compétent mais la façon dont les budgets sont alloués ne leur permet pas de faire leur travail, ce qui conduit à une faible capacité d'absorption.

Disponibilité des données financières du secteur WASH par type de financement

En utilisant la [méthodologie TrackFin \(OMS, 2021\)](#), les pays ont réalisé que les données financières requises pour développer des comptes WASH sont généralement disponibles, bien que souvent très fragmentées et difficiles à consolider. Les pays qui ont mis en œuvre TrackFin sont en mesure d'identifier les lacunes dans les données et d'améliorer progressivement les systèmes de suivi afin d'améliorer la qualité et la disponibilité des données.



Note : Ce graphique fournit un aperçu de la disponibilité des données agrégées et ne montre pas de différences dans la disponibilité urbaine et rurale ou par zone WASH.

Source : OMS 2021

Quel est le montant nécessaire pour atteindre les objectifs du pays ?

Inspirer avec une vision pour le secteur et avoir un plan pour y parvenir.



La réalisation de l'ODD 6 ou d'autres objectifs dans le secteur WASH nécessite une vision commune, mais une vision sans stratégie financière restera une chimère. Une stratégie de financement du secteur WASH est un plan assorti de délai pour le financement durable des investissements en capital, des opérations et des coûts d'entretien. Ce plan est essentiel aux discussions budgétaires annuelles parce qu'il identifie :

- Le montant de fonds nécessaire pour créer un accès de base à des services WASH gérés en toute sécurité pour tous (y compris les plans de développement des dépenses d'investissement, les plans de durabilité financière, la formation en personnel et en capacités, les plans d'urgence, les ressources pour le fonctionnement et l'entretien, la réhabilitation, etc.).
- La proportion de revenus allouée au secteur provenant des impôts, des transferts et des droits de douane.
- Le déficit de financement et la façon de couvrir les coûts avec la meilleure combinaison de ressources.

L'absence de plan unifié pour le secteur WASH est révélateur de l'absence de stratégie. Cela peut empêcher l'accès à des financements publics et privés supplémentaires, et il est difficile pour les donateurs et les citoyens de tenir les parties responsables socialement et financièrement des résultats insuffisants.

Un élément important à considérer est que le financement « projet par projet » n'est pas attrayant. Elle renforce l'idée que le secteur de l'eau est un fardeau pour les finances publiques, qu'il s'agit simplement d'investir dans les actifs et de ne pas examiner comment ils seront maintenus. Il ne montre pas non plus une vision à long terme ni comment le secteur contribue et est lié aux autres composantes essentielles de l'économie comme la santé, l'éducation, l'environnement, l'agriculture et l'industrie.

Pour plus d'informations sur les comptes WASH de suivi de l'OMS, visitez le [site Web des comptes WASH](#). La SWA a également mis à disposition [l'outil de chiffrage des ODD du secteur WASH](#).



**SUR LES 43 PAYS
D'AFRIQUE
AYANT
RÉPONDU À
L'ENQUÊTE
GLAAS
2018/2019 :**

Seulement 10 pays ont officiellement approuvé des politiques relatives à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans les zones urbaines et rurales

Seulement 15 pays ont signalé l'existence de plans approuvés et au moins partiellement mis en œuvre pour l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène dans les zones urbaines et rurales

Seulement 24 pays ont des plans de financement pour l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène dans les zones urbaines et rurales, mais **la moitié des pays** rapportent que les plans de financement sont insuffisamment mis en œuvre

Source : GLAAS, 2019

Comment influencer les processus budgétaires ?

Le calendrier est important : comprendre en détail le cycle budgétaire.

Le cycle budgétaire est fixé par le Ministre des finances et comprend des moments spécifiques de consultation et de prise de décision. Le secteur WASH peut préparer et influencer certaines décisions relatives au budget extrêmement importantes, mais il doit disposer de preuves pour soutenir sa position. Avec de bonnes données, la participation des bonnes parties prenantes et les bonnes réunions, les changements peuvent être observés dans un cycle budgétaire.



COMMENT ABORDER LA QUESTION DES TARIFS ?

LA NÉCESSITÉ DE RÉFORMES TARIFAIRES.

Le processus de fixation des tarifs se heurte généralement à une tension entre de nombreux objectifs politiques différents, notamment la viabilité financière des prestataires de services, l'accès pour tous, y compris les groupes sociaux vulnérables et pauvres et la protection de l'environnement et de la biodiversité.

Les revenus provenant des tarifs sont la source la plus sûre et la plus importante de fonds pour les fournisseurs de services WASH. Pourtant, dans de nombreux pays africains, les tarifs des centres urbains sont soit trop bas pour atteindre l'un de ces objectifs, soit la structure des tarifs est telle que la plupart des clients tombent dans le niveau le plus bas, même lorsqu'ils peuvent se permettre de payer beaucoup plus. En outre, même avec des tarifs bien établis, les taux de recouvrement sont souvent trop bas, et les paiements ne sont souvent pas appliqués pour les institutions publiques.

La conséquence à court terme est que les recettes tarifaires ne sont pas suffisantes pour couvrir les coûts opérationnels de base, le remplacement de l'infrastructure et le paiement des intérêts sur les prêts. Les conséquences à long terme les plus graves sont une grave détérioration des services existants, l'incapacité d'étendre les services aux communautés non desservies, la réticence des prêteurs à accorder des prêts et la perpétuation de la dépendance à l'égard de l'aide et des subventions.

Le déficit de financement créé par les tarifs peu élevés exige des subventions publiques pour la survie des services publics, ce qui entraîne une situation perverse dans laquelle l'État subventionne effectivement les populations et les industries les plus riches et contribue à la détérioration des actifs et des services.

Les tarifs doivent être remis en question et révisés au fil du temps. Des processus bien conçus d'établissement des tarifs donnent une voix à tous les usagers de l'eau, y compris ceux qui n'ont pas accès au service. Il est essentiel que les Ministres des finances et les Ministres en charge du secteur WASH discutent des réformes tarifaires, en particulier des structures tarifaires, en tenant compte du caractère abordable pour les plus pauvres et des possibilités de subventions croisées entre les villes et entre les sous-secteurs WASH des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.



Comment améliorer l'efficacité du secteur ?

Optimiser l'utilisation des fonds existants.

Lors de l'examen des augmentations budgétaires, il est important de souligner comment les fonds seront utilisés de manière plus efficace. Les gains rapides pour améliorer l'efficacité sont principalement liés à la réduction des coûts et à l'augmentation des revenus en diminuant l'eau non génératrice de revenus (connu sous l'acronyme anglais NRW).

Il est possible de réduire les coûts en trouvant la bonne répartition des ressources entre les dépenses d'équipement et les coûts récurrents et en réduisant les coûts d'entretien des biens d'équipement grâce à l'entretien préventif. La réduction des coûts peut être obtenue, par exemple, par des gains de productivité, en obtenant le même niveau de service à un coût moindre (par exemple, par des procédures de passation de marchés plus rationalisées), ou en travaillant avec les services publics municipaux voisins pour accéder à davantage de ressources partagées.

L'eau non génératrice de revenu (NRW) est la différence entre la quantité d'eau introduite dans le réseau de distribution et la quantité d'eau facturée aux consommateurs (C. van den Berg, 2015 et Kingdom et al., 2006). On estime que le NRW représente environ 40 à 50% de l'eau produite (Kingdom et al., 2006). Les niveaux élevés de NRW reflètent d'énormes volumes d'eau perdus par des fuites, non facturés aux clients, ou les deux. Il compromet gravement la viabilité financière des services d'eau en raison de la perte de revenus et de l'augmentation des coûts d'exploitation.

Bien qu'il ne soit pas possible d'éliminer tout le NRW dans un service public d'eau, le réduire de moitié peut déjà augmenter considérablement l'efficacité. La réduction de l'eau non génératrice de revenu peut réduire les coûts récurrents et augmenter les revenus pour aider à combler le déficit de financement. Réduire le NRW n'est pas seulement un problème technique - cela exige le renforcement du système WASH car les services d'eau fonctionnent souvent dans un cadre de gouvernance et financier faible, les gestionnaires de services devant faire face à de multiples contraintes politiques et économiques.

Pour plus d'informations sur les leçons apprises pour améliorer l'efficacité des services d'eau en Afrique, voir [le présent rapport de la Banque mondiale](#) (van den Berg et Danilenko, 2017). Pour améliorer l'efficacité de l'assainissement, voir [AMCOW 2019](#).



Quelle est la contribution du secteur WASH aux mesures d'atténuation et d'adaptation en réponse au changement climatique ?

Instaurer un cadre de financement du secteur WASH qui favorise la résilience face au changement climatique WASH dans le contexte des contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015.

Les contributions déterminées au niveau national (CDN) représentent les efforts déployés par chaque pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux effets des changements climatiques. Dans de nombreux pays, le secteur WASH n'est pas encore explicitement mentionné dans les CDN, ce qui empêche l'élaboration d'un cadre lié au climat pour soutenir un financement supplémentaire pour le secteur.

Un cadre résilient au climat du secteur WASH garantit que les infrastructures et les services WASH sont durables et résilients aux risques liés au climat, tels que les inondations. Il est également nécessaire pour l'accès aux fonds pour le climat. De nombreux gouvernements et banques publiques de développement ont accès à des fonds pour le climat, mais les preuves suggèrent que les investissements liés à l'eau représentent une petite part des investissements sans effets nuisibles sur le climat.

Les Ministres en charge du secteur WASH peuvent créer des preuves et des récits sur le lien entre le secteur de l'eau et le changement climatique et exposer la raison d'être de poursuivre le financement climatique pour attirer des financements supplémentaires dans le secteur en collaboration avec les Ministres des finances et les Ministres de l'environnement. Le secteur WASH peut montrer comment la plupart des projets d'eau relèvent des projets d'adaptation et comment l'assainissement contribue à tous les niveaux à l'atténuation du changement climatique (par exemple, l'efficacité énergétique, la limitation des émissions de gaz à effet de serre) et l'adaptation (par exemple, le renouvellement de l'approvisionnement en eau, la réduction de l'impact des inondations).

Pour plus d'informations, voir ce [rapport sur le financement climatique pour la gestion des ressources en eau](#) (ODI/WaterAid, 2020).



Quelles sont les possibilités de financement concessionnel au niveau national ?

Évaluer les opportunités par l'intermédiaire des banques publiques nationales de développement.



Les banques publiques nationales de développement sont des acteurs clés, à la fois historiquement et actuellement, dans le financement du secteur de l'eau dans les pays où elles opèrent. En Afrique, il y a un certain nombre de pays qui ont des BPD qui financent des investissements liés à l'eau, mais ceux-ci ont été très limités à ce jour. Les BPD qui jouent un rôle actif dans le secteur de l'eau ont un mandat clair pour financer le secteur de l'eau, les moyens financiers pour mettre en œuvre ce mandat, et les connaissances et l'expertise internes du secteur de l'eau. En Afrique, 94 banques publiques de développement sont cotées avec un actif global de 118,5 milliards de dollars (AFD, 2020). La plupart sont situés en Afrique de l'Est (30) et en Afrique de l'Ouest (26), mais en termes de valeur des actifs (millions de dollars), les pays de l'Afrique du Nord viennent en premier.

Les prêts sont les principaux instruments financiers mis en œuvre par les BPD dans le secteur de l'eau. Au moyen de prêts, les BPD au niveau national et régional financent des investissements tels que l'expansion importante des réseaux de distribution d'eau et d'assainissement, des usines de potabilisation et de dessalement et des usines de traitement des eaux usées. Elles offrent également les financements aux villes de taille moyenne et les services publics qui sont plus solvables.

En général, la différence entre le financement par les BPD et les banques privées nationales est liée aux conditions offertes et aux instruments non financiers mis à disposition par les BPD au niveau national. L'assistance technique aux collectivités locales et aux services publics apporte une valeur ajoutée, tout comme les conditions de remboursement des prêts.

L'un des aspects les plus pertinents pour le secteur de l'eau est que les BPD sont essentiels à la mise en œuvre de projets multisectoriels bénéficiant de subventions croisées. Cela permet la mutualisation des risques entre les emprunteurs à risque de crédit plus faible (grandes entreprises) et plus élevé (petites municipalités) et les secteurs à risque plus faible et plus élevé, ce qui permet aux petits emprunteurs de bénéficier des conditions plus favorables.

Il existe peu de BDP en Afrique ayant pour mandat de financer le secteur de l'eau. Dans de nombreux pays, les services publics et les municipalités dépendent traditionnellement du financement des investissements par l'administration centrale et/ou locale, ce qui peut avoir un effet négatif sur la demande de financement régional ou national par les BPD pour le secteur de l'eau.

Le secteur WASH peut discuter avec les Ministres des finances et les BPD nationaux du rôle capital que ces derniers peuvent jouer dans le financement du secteur WASH compte tenu de certaines des limitations et des questions fondamentales discutées ci-dessus.

Pour plus d'informations sur le rôle des banques publiques de développement dans le secteur, voir le rapport de l'AFD de 2021.

VOICI DES EXEMPLES DE BPD OPÉRANT DANS LE SECTEUR DE L'EAU :

Caisse de Dépôts et de Gestion Capital au Maroc

La banque s'est engagée à financer des projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, conformément aux contributions déterminées nationales du Maroc et est soutenue dans cet objectif par l'accréditation du Fonds vert pour le climat (FVC). La banque a soutenu la préparation et le financement d'un projet de dessalement à Agadir.

La Banque de Développement de l'Afrique Australe (DBSA)

La DBSA cherche à jouer un rôle central dans la mise en place d'infrastructures de développement en Afrique du Sud et dans le reste du continent africain. La Banque intervient dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports et des télécommunications. Les clients de la DBSA comprennent les municipalités, les entreprises publiques, le secteur privé et les PPP. Elle peut également collaborer directement avec les gouvernements nationaux et régionaux pour appuyer la gestion de projets.

ANALYSE DE L'IMPACT FINANCIER DE LA COVID-19 SUR LE SECTEUR WASH



La COVID-19 a eu un impact financier négatif sur les fournisseurs de services WASH, principalement en raison d'une diminution des revenus. Cette diminution s'explique par la distribution gratuite d'eau gratuite pendant une période spécifique et de la baisse de la consommation d'eau en raison du confinement. Cela a mis de nombreux services publics sous tension dans des pays comme la RDC, le Ghana, le Kenya et le Togo. De nombreux services publics ont également fourni de l'eau d'urgence par le biais de camions citernes, de kiosques et de stations de lavage des mains et, dans certains pays (par exemple en Côte d'Ivoire et en Gambie), les crédits budgétaires alloués à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène ont diminué.

Un an plus tard, voici quelques exemples de la façon dont les gouvernements et les services publics africains ont recueilli des fonds pour couvrir la réduction des revenus et l'endettement croissant des fournisseurs de services. Toutefois, certains des aspects mentionnés dans ce document, tels que la solvabilité, l'efficacité et la gestion des actifs, devront être abordés afin d'assurer la viabilité financière des fonds supplémentaires débloqués pour le secteur.

Au **Ghana**, l'eau a été fournie gratuitement pendant trois mois en 2020. Une **taxe de rétablissement sanitaire COVID-19 (CHRL)** d'un pour cent a été introduite en mai 2021 par une loi du Parlement. Le prélèvement est imposé sur les biens et services pour aider à réduire les effets de la pandémie sur les activités économiques qui ont été estimés à **19 milliards de GHC (3 milliards de dollars)**. À l'heure actuelle, il n'y a pas de date d'arrêt du prélèvement.

En **Ouganda**, le Ministère de l'eau et de l'environnement a publié un décret interdisant les déconnexions et encourageant la fourniture de services à chaque citoyen et à chaque entreprise. L'Ouganda National Water and Sewerage Corporation (Société nationale de l'eau et de l'assainissement) a commencé à approvisionner près de 200 000 personnes dans les zones en situation de stress hydrique en utilisant des réservoirs de secours parmi de nombreuses autres actions pour garantir les services d'approvisionnement en eau. En raison du confinement, la consommation totale a diminué de **41%** et les **recettes facturées ont chuté de 50%**. Le programme de redressement financier comprend la restructuration des obligations de paiement envers la compagnie d'électricité, les fournisseurs de produits chimiques et d'articles jetables et les institutions financières internationales. Grâce au **programme de financement de la politique de développement pour la crise économique et le relèvement de l'Ouganda**, 300 millions de dollars de financement concessionnel ont été déboursés pour couvrir les dettes accumulées des fournisseurs d'eau.

À **Madagascar**, en plus de fournir de l'eau gratuitement pendant deux mois, le gouvernement s'est concentré sur **l'identification des populations les plus vulnérables** grâce à la collaboration entre le Ministère chargé de la protection sociale, le Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement et les organisations de la société civile. Ces groupes ont reçu des subventions directes (subventions) et des **kiosques ont été créés grâce à** un financement fourni par le gouvernement et les partenaires de développement. Il y a eu des types d'activités similaires au **Kenya** et au **Malawi**.

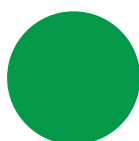
Au **Burkina Faso**, le gouvernement, dans le cadre des mesures sociales liées à la COVID-19, a décidé de fournir de l'eau gratuite sur la partie sociale de la facturation de l'ONEA (service d'eau). Cet accès gratuit a été étendu aux bornes fontaines. L'impact financier de la baisse des revenus a été estimé par l'ONEA à environ 6 milliards F CFA (11 millions USD). En 2020, l'ONEA a reçu une subvention de 3,5 millions de FCFA de l'*Agence Française de Développement* pour aider à compenser les pertes de revenus. Le gouvernement a prévu 1,5 milliard de F CFA supplémentaires en 2021 et le reste en 2022.

En **Éthiopie**, les services d'approvisionnement en eau ont joué un rôle clé dans la riposte contre la pandémie de COVID-19. Pendant l'épidémie, la Société nationale de l'eau et de l'assainissement d'Addis-Abeba (AAWSA) a reçu des subventions de plusieurs partenaires de développement pour l'approvisionnement en eau des zones à faible revenu grâce à l'installation de **réservoirs d'eau autonomes** pour assurer la continuité des services, entre autres mesures. D'autres services publics ont également bénéficié d'un financement et un appui technique, notamment pour l'achat de produits chimiques destinés au traitement de l'eau et l'entretien de groupes électrogènes de secours.

CONCLUSION : PAR OÙ COMMENCER LES DISCUSSIONS SUR LES APPROCHES DE FINANCEMENT



Les sources de financement plus traditionnelles ont tendance à nécessiter moins de réformes dans le secteur, tandis que les approches innovantes et le financement remboursable s'accompagnent d'exigences plus élevées en termes de modifications de la législation, de la réglementation et le cadre institutionnel. Le niveau de développement du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est donc un facteur important dans l'examen d'autres approches.



SI LE SECTEUR EST DÉJÀ RÉFORMÉ

Les Ministres des finances peuvent aider à développer des marchés financiers qui soutiennent le secteur et les efforts visant à améliorer l'efficacité du secteur et des fournisseurs de services.



SI LE SECTEUR EST RÉFORMABLE ET IL Y A LA VOLONTÉ DE LE FAIRE

Les Ministres des finances peuvent soutenir par des incitations financières l'amélioration de l'efficacité et la facilitation de l'accès au financement des marchés.



SI LE SECTEUR N'EST PAS, POUR LE MOMENT, RÉFORMABLE DANS SON ENSEMBLE

Les Ministres des finances peuvent fournir un soutien ciblé aux parties qui sont prêtes à s'améliorer (p. ex., les services publics urbains dans les grandes villes) par des mesures d'incitation bien conçues.

Les réformes dans le secteur de l'eau peuvent prendre **diverses formes**, allant de changements fondamentaux à la manière dont les politiques de l'eau sont conçues et mises en œuvre (y compris la restructuration législative et institutionnelle dans tous les sous-secteurs), en passant par des ajustements moins importants pour affiner les cadres et instruments politiques existants afin d'améliorer leur efficacité. L'OCDE propose une approche à trois volets pour réaliser la réforme dans le secteur de l'eau en termes de financement, de gouvernance et de cohérence entre les politiques relatives à l'approvisionnement en eau et les autres politiques sectorielles. Ces grands domaines représentent les axes fondamentaux pour garantir que les cadres politiques de l'eau sont durables et durables, mais suffisamment flexibles pour répondre aux conditions changeantes.

Pour un examen des réformes du secteur de l'eau au Burkina Faso, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie, voir ce rapport. Pour un examen de la réforme du secteur de l'eau au Nigéria, voir le [présent document](#).

RÉFÉRENCES



AFD (2020) Base de données des banques publiques de développement <https://afdshiny.shinyapps.io/developmentbanksdatabase/>

Banque Africaine de Développement. 2020. Investir dans l'eau et l'assainissement est essentiel pour atteindre l'Objectif de développement durable 6, a déclaré la Vice-Présidente de la Banque aux Ministres africains des finances.

Banque Africaine de Développement. 2021. Perspectives économiques en Afrique 2021.

Ahmad, Tameez et al. 2009. Réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement au Nigéria. 34e Conférence internationale WEDC, Addis-Abeba, Éthiopie. Document de référence 215.

AMCOW. 2019. Financement du secteur de l'assainissement et de l'hygiène en Afrique. Un document de synthèse.

AMCOW. 2020. Rapport d'étape consolidé sur les Engagements de la Déclaration de Ngor (sous presse)

AMCOW. 2021a. Eau, Assainissement et Hygiène. Note d'information financière des Ministres africains chargés de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

AMCOW. 2021b. Directives de la politique d'assainissement de l'Afrique.

Business Insider Africa. 2021. Les Ghanéens sur les médias sociaux interpellent le gouvernement sur la taxe pour l'eau et l'électricité gratuites Covid-19

Danilenko, Alexander. 2020. Water and sanitation in Uganda: two months when the world changed. (Eau et assainissement en Ouganda : deux mois quand le monde a changé.) World Bank blogs

Devex. 2020. Utilities struggle to keep the taps on amid COVID-19 (Les services publics ont du mal à fournir de l'eau en permanence au milieu de la COVID-19)

Devex. 2021. World Water Day : How the WASH landscape has changed in the COVID era (Journée mondiale de l'eau : Comment le paysage du secteur WASH a changé à l'ère de la COVID)

GIZ. 2018. Examen des réformes sectorielles et des investissements. Principales conclusions pour éclairer le soutien futur au développement sectoriel. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) : Bonn

Fonseca, C., Mansour, G., Smits, S. 2021. Le rôle des Banques publiques nationales de développement dans le financement de l'ODD 6 relatif à l'eau et à l'assainissement, des objectifs liés à l'eau de l'Accord de Paris et de la protection de la biodiversité. Agence Française de Développement (AFD) (sous presse)

Hutton, Guy and Mili Varughese. 2020. Coûts mondiaux et régionaux de la réalisation de l'accès universel à l'assainissement pour atteindre la cible 6.2 des ODD. UNICEF: New York.

Heller, Peter. 2005. Back to Basics. Fiscal Space: What it is and how to get it. In Finance and Development. IMF: Washington DC.

InfoNile. 2020. À Addis-Abeba, le Covid-19 est à la fois un défi et une opportunité

Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA). 2018. Tendances du financement des infrastructures en Afrique -2018. Le Secrétariat du Consortium pour les infrastructures en Afrique s/c Banque Africaine de Développement.

Manson, N., Pickard M., Watson, C., Klanten, B. et Calow, R. 2020. Just add water: a landscape analysis of climate finance for water. ODI/WaterAid.

OCDE. 2009. Managing Water for All: An OECD Perspective on Pricing and Financing. OCDE: Paris.

OCDE. 2012. Réformer les politiques de l'eau : comment relever le défi. Résumé. OCDE: Paris.

Pories, L., Fonseca, C. and Delmon V, 2019. Mobiliser le financement pour le WASH : jeter les bonnes bases. Water.org, IRC et Banque mondiale.

Sanctuary, Mark & Tropp, Hakan. (2004). Faire de l'eau un élément du développement économique : les avantages économiques d'une meilleure gestion de l'eau et des services connexes. SIWI : Sweden

Sanitation and Water for All (SWA). 2020. Eau et Assainissement : Des pistes pour améliorer l'efficacité des investissements publics. Un Manuel pour les Ministres des finances. SWA : New York.

Sanitation and Water for All (SWA). 2020. Country experiences on COVID-19 and WASH (Expériences nationales sur COVID-19 et WASH)

Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-EAU sur l'assainissement et l'eau potable - Rapport GLAAS 2019. Systèmes nationaux d'appui à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène : rapport sur la situation mondiale. Genève : Organisation mondiale de la santé

van den Berg, Caroline, et Alexander Danilenko. 2017. "Performance of Water Utilities in Africa." (Performance des services d'eau en Afrique.) Banque mondiale, Washington, DC.

WaterAid. 2021. Mission critique : Investir dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour une reprise économique saine et respectueuse de l'environnement.

Banque mondiale. 2020. Uganda COVID-19 Economic Crisis and Recovery Development Policy Financing (Financement de la politique de développement de l'Ouganda dans le cadre de la crise économique et de la reprise liées à la COVID-19).

Banque mondiale. 2020. In Ethiopia, keeping water flowing during the COVID-19 (Coronavirus) response (En Éthiopie, maintenir l'approvisionnement en eau pendant la riposte contre la COVID-19)

Organisation mondiale de la santé (OMS) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2021. Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2020 : cinq ans après la réalisation des ODD. Genève.

Organisation mondiale de la santé (OMS). 2021. Réflexion sur TrackFin 2012–2020 : principaux résultats, leçons apprises et voie à suivre. Genève : OMS



AMCOW :

Conseil des Ministres africains chargés sur l'eau (AM-COW)

11 T. Y. Danjuma St,
Asokoro, Abuja
Nigeria

+234 90 96 07 41 66
info@amcow-online.org
www.amcow-online.org

Twitter : @amcowafrika
Facebook : @amcowafrika
YouTube : AMCOW Africa
LinkedIn :AMCOW Africa